

Les transferts monétaires des migrants: pays industrialisés et pays en développement

Yves Charbit

Université Paris Descartes, Laboratoire POPINTER

Isabelle Chort

Ecole Normale Supérieure (Ulm), Chercheur associé à POPINTER

Dans une précédente étude (Charbit, 2006) nous avons proposé un bilan des transferts monétaires ou en nature, que nous avons analysés dans la perspective de leur contribution des migrations au développement des pays d'origine des travailleurs migrants résidents à l'étranger.¹ L'on avait indiqué quels facteurs sociologiques, institutionnels et politiques étaient susceptibles d'expliquer le recours à l'une ou l'autre forme de flux. Pour les transferts officiels, les données retenues étaient celles de 2002. La comparaison avec certains agrégats (PIB, population non migrante) conduisait à un résultat qui mérite d'être rappelé brièvement, car il apportait un élément de réponse à la question centrale de savoir si les transferts contribuent au développement. Le calcul de la corrélation entre les transferts par habitant et le PIB par habitant pour 57 pays révélait une corrélation certes positive, mais faible (+ 0,32). Ce résultat qui semble aller à contre courant du bon sens est somme toute prévisible et surtout il est souhaitable du point de vue du développement. Résultat *prévisible* parce que les migrants à l'étranger ne représentent qu'une faible fraction de la population active et donc du potentiel de création de richesse: les transferts jouent donc un rôle marginal dans le PIB. Ce constat est cohérent avec certaines études de cas. En Corée par exemple, entre 1976 et 1981 les transferts n'expliquent que 3 à 7% de la croissance du PIB (Kim, 1983 cité par Arnold, 1992). Résultat

souhaitable dans la perspective du développement, car une corrélation plus forte impliquerait que la migration soit un facteur majeur de contribution au PIB; ceci serait le signe d'une forte dépendance à l'égard des pays demandeurs de travailleurs migrants et donc d'une cause supplémentaire de fragilité économique des pays d'origine.

Cet article, qui est centré sur les seuls transferts monétaires officiels, propose de nouvelles ouvertures. D'abord, un échantillon de 103 pays a été retenu. En outre la comparaison de deux séries de données (1985 et 2003) permet de constater les permanences ou au contraire les changements survenus sur près d'une décennie. Enfin de nouveaux indicateurs ont été ajoutés à ceux antérieurement utilisés; ils correspondent à une problématique légèrement différente, plus macro-économique, puisque les flux sont comparés à d'autres postes de la balance des paiements des pays en développement.

Alors que jusqu'à la fin des années 1990, les transferts des migrants en direction des pays en développement étaient relativement peu documentés par rapport aux deux autres flux, sur lesquels se focalisait l'attention, les investissements directs étrangers (IDE) et l'aide publique au développement (APD), ils sont aujourd'hui reconnus comme un enjeu de taille pour le développement. Notamment sous la pression des institutions de Bretton Woods, et

¹ Rappelons que les transferts monétaires officiels ne représentent qu'une partie de l'ensemble des flux; il faut en effet ajouter à ceux-ci

les autres transferts monétaires, dits «informels», et ceux en nature, que l'on regroupe sous l'expression de «commerce à la valise».

afin de disposer de données internationales fiables et homogènes, plusieurs initiatives sont en cours pour améliorer la mesure des transferts. C'est ainsi qu'un groupe de travail présidé par la Banque Mondiale sur l'amélioration du traitement statistique des transferts (à la suite de la recommandation du G 8 lors du sommet de Sea Island en 2004) a été mis en place avec pour objectif à l'horizon 2006 l'amélioration des données et la clarification de la définition des transferts. Outre le groupe de travail conduit par les Nations Unies², on peut également citer sur ce même thème le travail en cours de la Banque Mondiale en collaboration avec le DFID (Inter-Agency Remittances Task Force). En 2004, selon la Banque Mondiale, plus de 180 millions de personnes vivent hors de leur pays d'origine. Etroitement lié au phénomène migratoire, le volume des fonds rapatriés par les travailleurs migrants a doublé en dix ans, atteignant en 2004, toujours selon la Banque Mondiale, le montant de 216 milliards de dollars EU. 151 milliards de dollars EU, soit plus de 2/3 de ces fonds, sont à destination des pays en développement. On peut mesurer l'importance des transferts pour les pays en développement en remarquant qu'ils sont pour certains d'entre eux la première source de devises et tendent par ailleurs à dépasser l'aide au développement, devenant ainsi le second flux financier à destination des pays en développement derrière les investissements directs étrangers (International Technical Meeting on Measuring Migrant Remittances, World Bank, Hussein, 2004). Les transferts font donc l'objet d'une attention particulière en tant que source de financement externe pour les pays en développement, et qui plus est, relativement stable (Solimano, 2003; Sander et Maimbo, 2003). Cette stabilité constitue la particularité de ce flux, à la différence notamment des investissements directs étrangers (IDE) réputés pour être particulièrement volatils dans les pays en développement.

Après avoir brièvement évoqué quelques problèmes de mesure (I), on s'attachera d'abord aux pays «émetteurs» de transferts migratoires et plus précisément de ceux qui affichent les montants les plus élevés de transferts sortants dans leur balance des paiements (II)? On évoque souvent les pays du Golfe comme l'exemple

archétypal d'économies employant une main d'œuvre étrangère nombreuse et donc génératrice de transferts importants. Nous chercherons à répondre à deux questions: les volumes des transferts confirment-ils l'opinion couramment répandue sur l'ampleur des transferts générés par la manne pétrolière? Cette question en appelle une autre: leur type d'économie induit-il une spécificité éventuelle? Qu'en est-il dans les économies industrielles plus diversifiées? Nous examinerons le cas de la France, sur laquelle se conclura cette partie. Quant aux pays en développement qui reçoivent les transferts de leurs travailleurs à l'étranger (III), nous prendrons à titre d'exemple les données relatives à deux années, 1985 et 2003. On constatera que la comparaison des principales destinations des flux à près de vingt ans d'intervalle, met en évidence une relative stabilité, du moins dans la hiérarchie des plus gros destinataires. Est-ce à dire que la migration ne constituerait pas un état transitoire dans le développement d'un pays mais une sorte de spécialisation? Ce point soulève la question de la dépendance des pays à l'égard des flux de transferts, que nous examinerons enfin dans la quatrième partie en comparant ces flux à quatre indicateurs: le produit intérieur brut, les revenus du tourisme, les exportations, les investissements directs étrangers (IV). On trouvera en annexe les tableaux 5 à 11 regroupant les données qui ont servi à construire les cartes présentées dans cette dernière partie.

I- PROBLÈMES DE MESURE DES TRANSFERTS

Les transferts informels ont été exclus de cet article, qui compare les transferts officiels à deux autres flux assez bien enregistrés, et qui sont eux aussi lisibles sur la balance des paiements, à savoir les investissements directs étrangers (IDE) et l'aide publique au développement (APD). La composante informelle des transferts échappe à tout enregistrement et ne peut être mesurée de façon aussi précise que la composante «officielle»; elle est tout au mieux évaluée par des estimations à partir d'enquêtes auprès des ménages ou d'enquêtes sur les migrants aux postes de frontière. C'est le cas en Equateur ou au Honduras (J. De Luna Martinez, 2005).

² Technical Subgroup (TSG) on the Movement of Natural Persons –

Toutefois rares sont les pays qui mettent en œuvre de telles enquêtes, et d'un pays à l'autre la méthodologie employée varie, rendant délicate la comparaison. Cette composante informelle des transferts, qui existe dans tous les pays et qui est loin d'être négligeable, conduit donc à une sous-estimation systématique des transferts dans les pays d'origine³.

Or même la mesure des transferts qui passent par les canaux formels n'est pas totalement satisfaisante (Brown, 1994). En effet de nouvelles difficultés surgissent. En premier lieu la définition du «migrant», qui est au cœur de la mesure des transferts, fait l'objet des discussions des groupes de travail précédemment évoqués. N'est considéré comme migrant selon le FMI que l'individu absent depuis plus d'un an de son pays d'origine. Cette limite arbitraire d'un an produit une définition restrictive à l'excès puisqu'elle n'inclut ni les transferts liés aux migrations saisonnières ni les transferts des migrants «de long terme» effectués au cours de leur première année d'installation à l'étranger. Il serait souhaitable d'introduire dans les chiffres des transferts les données concernant une catégorie de migrants de «court terme»⁴ qui désigne les personnes migrant pour une période de 3 mois à 1 an⁵. En effet la pratique des migrations saisonnières est fréquente et génère pour ce type de migrants des revenus importants dont une part parfois importante (Mboup, 2000) est transférée dans le pays d'origine. Pour ne citer qu'un exemple, on peut évoquer le cas des travailleurs marocains, ouvriers saisonniers agricoles dans le sud de la France, dont la capacité d'épargne se monte à près de 80% de leur revenu (Charef, 2006). D'autre part de nombreuses erreurs sont dues au mauvais enregistrement des transactions dans la balance des paiements. Tel est le cas en particulier des transferts en nature, enregistrés comme tels mais agrégés au poste «Erreurs et Omissions», ou encore les opérations réalisées sur les comptes bancaires en devises détenus par les résidents qui apparaissent dans les comptes des non-

résidents. Ces deux erreurs parmi les plus fréquentes conduisent à sous-estimer les transferts effectués.

Pour chaque pays, trois indicateurs ont été retenus: les valeurs absolues (en millions de dollars), les transferts rapportés au PIB (en % du PIB), les transferts rapportés à l'effectif de la population des pays d'origine des travailleurs (exprimés en dollars par habitant). Selon l'indicateur choisi, le classement des pays est susceptible de changer. Les cartes de la troisième partie illustrent la répartition mondiale des transferts selon chacun de ces trois indicateurs. L'ensemble des données ayant servi à construire les figures et histogrammes sont présentés en annexe de ce document. On trouvera en particulier (tableau 5) le classement en fonction des transferts reçus en 2003, des pays en développement pour lesquels nous disposons de données à cette date, soit 103 pays. Dans ce tableau figurent en outre les valeurs prises par les deux autres mesures des transferts que nous utilisons (transferts en % du PIB, transferts en \$ par habitant). Ces données sont mises en regard des valeurs prises en 1985, afin d'élargir la réflexion en introduisant une analyse longitudinale. La définition internationale des transferts officiels qui est retenue ici est celle proposée par le FMI (Balance of Payments Manual, 5^e édition, 1993). Bien que critiquable elle a le mérite, étant diffusée auprès de toutes les instances nationales, d'homogénéiser la production statistique sur les transferts migratoires et de faciliter les comparaisons internationales. Les transferts des migrants, selon le FMI résultent de l'agrégation de trois postes de la balance des paiements: les «Compensations des employés», les «Transferts des travailleurs» et les «Autres transferts». La figure 1 montre les «pertes» subies par les données à différents niveaux. Les données macroéconomiques sur les transferts que nous utilisons, résultant des définitions du FMI, ne rendent compte que d'une part des transferts totaux, non nécessairement la plus importante (figure 1).

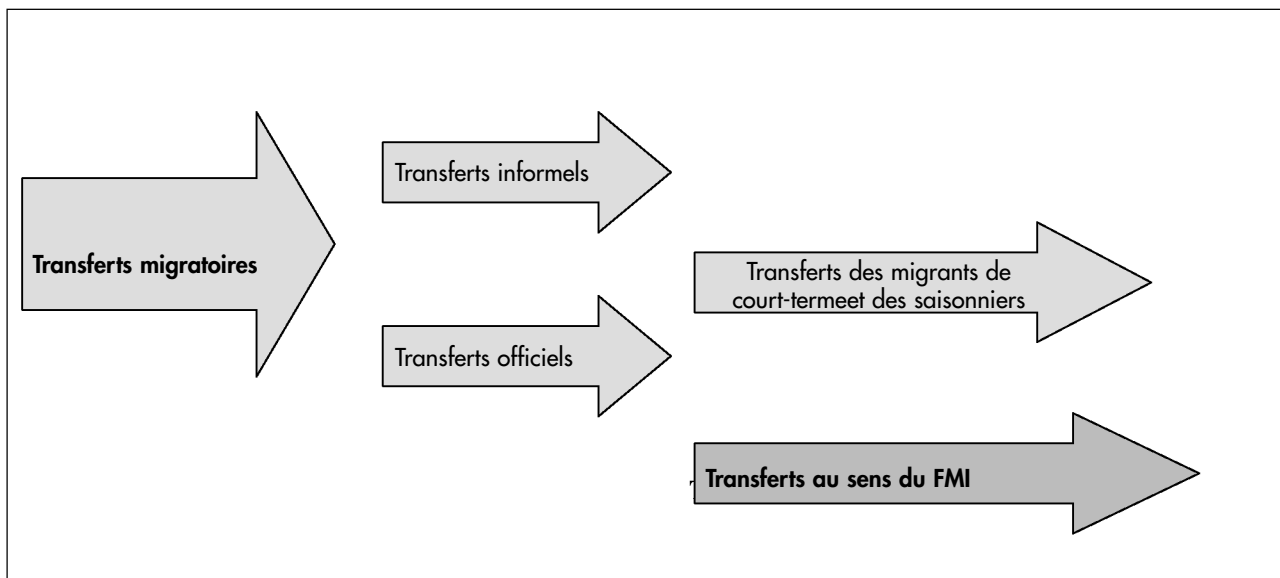
³ Pour avoir un ordre d'idée de l'importance de la composante informelle des transferts, on trouve par exemple dans Mario Lopez Espinosa des estimations de la part des transferts informels dans les transferts totaux de 20% pour le Bangladesh à 43% pour le Pakistan. D'autre part, nous nous intéressons ici aux seuls transferts internationaux. Echappent donc à notre analyse les transferts internes ou domestiques, liés aux dynamiques migratoires internes à un pays. Ces dynamiques migratoires sont particulièrement

importantes dans des pays à fortes disparités de développement régional comme la Chine.

⁴ Selon la distinction opérée parmi les migrants par les Nations Unies (Recommendations on Statistics of International Migration: Revision 1, United Nations, 1998)

⁵ La définition des Nations Unies prend garde d'exclure les personnes voyageant à l'étranger pour des motifs de tourisme, vacances, affaires, traitement médical, etc.

Figure 1: Transferts migratoires et mesure des transferts



II- LES PAYS EMETTEURS DE TRANSFERTS

Le tableau 1 fait apparaître deux sous-groupes de pays parmi les principaux émetteurs de transferts migratoires en 2003: le premier, qui est constitué d'économies développées avec en tête les Etats-Unis, les principaux pays de l'Union Européenne dont la France, le Japon, Israël, l'Australie; le second, qui rassemble des pays producteurs de pétrole: Arabie Saoudite, Koweït et Oman. L'Arabie Saoudite occupe la deuxième place du classement en 2003 avec un volume de transferts sortants égal à quatre fois celui émis par la France.

II.1. Spécificité des pays pétroliers?

Les transferts obéissent-ils à la même logique dans ces deux types d'économies? Est-il légitime de postuler une spécificité des pays du golfe persique en matière de rapatriement des fonds en provenance de la main d'œuvre immigrée? On peut en effet considérer que du fait de la quasi-spécialisation de ces pays dans le secteur pétrolier et des conditions de vie des étrangers dans ces pays, les opportunités de dépense et a fortiori d'investissement pour les travailleurs étrangers sous contrat sont moins nombreuses que dans les économies développées et diversifiées du premier sous-groupe. Ils seraient donc contraints à une forme d'épargne forcée. Pour tenter de répondre à cette question, le

tableau 3 met en parallèle quelques pays choisis dans ces deux sous-groupes.

Le rapport des transferts sortants sur le PIB est environ 10 fois plus grand dans les trois pays pétroliers que dans les économies développées, à l'exception notable du Luxembourg. Le Luxembourg, qui depuis plusieurs décennies fait beaucoup appel à la main-d'œuvre étrangère, mais c'est d'une main-d'œuvre essentiellement qualifiée et en grande majorité européenne qu'il s'agit: un tiers des étrangers présents au Luxembourg sont en effet originaires de pays voisins ou proches (Belgique, France, Allemagne, Pays-Bas).

Toutefois la comparaison du poids des transferts sortants dans le PIB entre les deux sous-groupes de pays n'a de valeur que mise en regard de la part des migrants dans la population du pays. En effet, un pays faisant massivement appel à la main-d'œuvre immigrée va distribuer une part plus importante du PIB en salaires aux migrants, ce qui va, toutes choses égales par ailleurs, mécaniquement gonfler les montants transférés. Aussi serait-il intéressant de comparer les montants transférés par migrant dans les deux sous-groupes de pays. Malheureusement, nous n'avons de données sur le nombre d'étrangers que pour l'Arabie Saoudite et en outre elles datent de 2000. Encore une fois, les chiffres sont difficiles à interpréter: d'une part le nombre d'étrangers résidant dans le pays n'est pas nécessairement égal au nombre d'actifs (parmi

Tableau 1: Les 20 premiers pays émetteurs de transferts en 1985 et en 2003

PAYS	2003 Transferts sortants (en millions de dollars)	PAYS	1985 Transferts sortants (en millions de dollars)
Etats-Unis	34 075	Etats-Unis	6 330
Arabie saoudite	14 916	Arabie saoudite	5 199
Allemagne	9 852	France	4 173
Suisse (2002)	9 222	Allemagne	3 598
France	4 718	Suisse	2 509
Luxembourg	4 632	Koweït	1 044
Italie	4 367	Oman	950
Espagne	4 009	Jamahiriya arabe libyenne	859
Malaisie (2002)	3 826	Belgique-Luxembourg	779
Fédération de Russie	3 233	Bahreïn	778
Royaume-Uni	2 624	Afrique du Sud	722
Pays-Bas	2 349	Pays-Bas	658
Israël	2 314	Italie	606
Belgique	2 273	Israël	410
Koweït	2 144	Australie	312
Japon	1 773	Nigéria	298
Oman (2001)	1 532	Suède	290
Australie	1 495	Côte d'Ivoire	287
Autriche	1 473	Jordanie	236
Corée, République de (2002)	1 398	Venezuela	217

Source: Manuel de Statistiques de la CNUCED, 2005

Tableau 2: Transferts sortants de quelques économies développées et de pays pétroliers

2003	Transferts en % du PIB	Etrangers en % de la population totale	Transferts en \$ US par étranger
Arabie Saoudite	7,19	21,70	2838
Koweït	6,23	Non disponible	Non disponible
Oman	7,68	Non disponible	Non disponible
France	0,27	4,58	1713
Etats-Unis	0,31	6,31	1835
Allemagne	0,41	19,00	629
Royaume-Uni	0,15	8,21	539
Luxembourg	17,82	27,59	37 047

Sources: Manuel de Statistiques de la CNUCED, 2005 et OCDE (pour le nombre d'étrangers)

les étrangers peuvent se trouver des retraités, des enfants, etc.), et d'autre part les définitions ne sont pas les mêmes dans tous les pays. Ainsi en Allemagne, les personnes de nationalité allemande (de naissance ou par acquisition ultérieure) nées à l'étranger ne sont pas distinguées des personnes étrangères nées à l'étranger. Aussi approcher le nombre de migrants par le nombre «d'étrangers» mentionné dans le tableau conduit à surestimer de manière importante la part des «migrants» dans la population allemande. Il en est de même pour la Royaume Uni. Enfin, de manière plus générale, les migrations clandestines étant impossibles à chiffrer, les données officielles sous-estiment généralement les effectifs migratoires.

Une fois émises toutes ces réserves, le montant transféré par «migrant» est nettement plus important en Arabie Saoudite que dans les cinq économies développées qui figurent au tableau 3, le Luxembourg constituant une exception. Ce constat tendrait à confirmer l'hypothèse de spécificité des pays pétroliers.

II.2 Le cas de la France

La France peut être prise pour illustrer les logiques des économies diversifiées. Nous n'avons pas de données permettant de désagréger les transferts sortants en fonction du pays de destination, mais on peut penser que la corrélation est forte en Europe entre les transferts émis par un pays A donné à destination d'un pays B et le nombre de ressortissants du pays B présents sur le territoire de A.

La France est le 5^e pays émetteur de transferts migratoires en 2003, avec 4,7 milliards de dollars. Elle était 3^e en 1985, derrière les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite. On le sait, les populations étrangères présentes en France viennent majoritairement de l'espace méditerranéen: Europe du Sud (Portugal, Italie, Espagne), Turquie, Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie). En l'absence de données sur la destination des transferts migratoires sortant de France on peut raisonnablement estimer que les flux de transferts sont dirigés vers les pays d'origine des principales populations étrangères

présentes sur le territoire français, sous réserve de la sous-estimation des populations étrangères liées à l'immigration clandestine ou à des caractéristiques propres à tel ou tel pays. Ainsi le cas des trois pays du Maghreb (tableau 4) illustre bien le risque que les montants des transferts officiels ne correspondent pas à la réalité des flux.

Tableau 3: Transferts officiels depuis la France vers le Maghreb

Année	Algérie ⁶	Maroc	Tunisie
1993	4,2	973,0	81,2
2002	300*	3300	1000

Sources: Pour 1993, Lebon, 1994.

Les chiffres de 1993 avaient suscité les commentaires suivants: «Vers l'Algérie, d'autres pratiques telles que l'apport de biens, de marchandises, de billets de banque français ou l'existence de systèmes de compensation ont, depuis longtemps, remplacé les transferts par les canaux bancaires ou postaux (Lebon, 1994: 56). Ils restent pertinents pour 2001. Safir, citant Lebon, concluait à juste titre: «l'émigration algérienne ne transfère plus que des sommes très faibles, complètement atypiques, sans aucun rapport avec le potentiel financier qu'elle représente» (1996:155. Sur le fonctionnement concret: Benbouzid, 1999).

III- LES PAYS DESTINATAIRES

III.1 Les transferts en 1985 et 2003

La question des transferts migratoires ne renvoie pas aux mêmes enjeux dans le cas des pays en développement et des pays développés. Leur poids dans le PIB est d'ailleurs très différent: ainsi les transferts entrants en France en 2003 ne représentent que 0,65% de son PIB⁷. Les données

⁶ Pour l'Algérie en 2002: estimation. Les données n'étant pas disponibles dans le *Manuel de Statistiques* de la CNUCED, ce pays

ne figure pas non plus dans le tableau 5 en annexe.

⁷ On notera que les transferts sortants ne représentent que 0,27%

Tableau 4: Les 10 premiers pays en développement destinataires de transferts en 1985 et en 2003, évolutions et permanences.

2003 Rang	Transferts (millions \$ US)	1985 Rang	Transferts (millions \$ US)
1 Mexique	14594,7	1 Egypte	3 211,7
2 Inde (2002)	8410,9	2 Yougoslavie, RSF (anc.)	3 106,0
3 Philippines	7880,0	3 Pakistan	2 537,1
4 Pakistan	3964,0	4 Inde	2 469,2
5 Maroc	3627,8	5 Turquie	1 714,0
6 Colombie	3075,9	6 Mexique	1 616,0
7 Egypte	2960,9	7 Jordanie	1 022,2
8 Bangladesh (2002)	2858,1	8 Maroc	972,5
9 Brésil	2821,3	9 Thaïlande	877,3
10 Chine (2002)	2353,1	10 Philippines	806,0

Source des données: *Manuel de Statistiques de la CNUCED, 2005*

présentées ici sur les transferts entrants proviennent du Manuel de Statistiques de la CNUCED, et concernent les «pays en développement» ainsi que les pays de la CEI et les pays d'Europe du Sud non membres de l'Union Européenne et non répertoriés dans la catégorie «autres pays développés d'Europe».

La figure 1 présente la répartition des flux de transferts entrants (exprimés en millions de dollars) dans le monde en développement, en 2003.⁸ Les principaux pays destinataires de transferts en 2003 sont le Mexique, l'Inde et les Philippines. Le premier bénéficie indéniablement de sa proximité géographique avec le premier pays développé du monde couplée à un différentiel important de développement. L'Inde et les Philippines exportent leurs travailleurs dans les pays pétroliers du Golfe mais aussi en Amérique du Nord et en Europe. On notera sur cette figure le déficit de données souvent déploré pour une grande partie du continent africain⁹.

Afin de comparer l'évolution des principales destinations des flux de transferts migratoires à deux dates successives, le tableau 4 indique les 10 premiers pays destinataires de transferts (en

millions de \$ US) en 2003 et en 1985, première et la dernière année pour lesquelles le Manuel de Statistiques de la CNUCED présente des données relatives aux transferts des migrants.

Quatre tendances se dégagent du tableau 4.

1. En premier lieu la croissance des flux de transferts en direction des pays en développement, qui ne s'expliquent que partiellement par l'inflation survenue entre ces deux dates.
2. La concentration des flux monétaires: en 2003 la somme des transferts en direction des dix plus gros destinataires se monte à 52,5 milliards de dollars, soit près de 61% des flux destinés à notre échantillon de 104 pays (voir tableau 5 en annexe). Les quarante plus gros destinataires reçoivent quant à eux 82,7 milliards de dollars soit plus de 95% du total. En 1985, les huit plus gros destinataires (constituant le premier décile de notre échantillon qui ne comprend que 80 pays) recevaient 68% du total des transferts (soit un montant de 16,6 milliards de dollars). Doit-on conclure à une concentration moindre des flux en 2003? La comparaison des concentrations

(cf tableau 2). Les entrants sont donc 2,4 fois supérieurs aux sortants. Ceci s'explique peut-être par la nature des transferts entrants en France, question qui sort des limites de cette étude. Enfin et surtout, ces deux pourcentages sont somme toute bien

faibles, au regard de ceux relevés pour les pays en développement.

⁸ Voir en annexe les tableaux de données qui ont servi à construire les cartes.

⁹ cf. en particulier Sander et Maimbo, 2003.

Figure 2: Transferts (en \$ US) dans le monde en développement en 2003



Source des données: *Manuel de Statistiques de la CNUCED*, 2005

en 1985 et 2003 nécessite d'être prudent: nous n'avons en 1985 que quatre-vingt pays dans notre échantillon et il manque en particulier un certain nombre de pays d'Amérique du Sud (Equateur, Pérou, Nicaragua...)¹⁰. Or ces pays font en 2003 partie des gros destinataires de transferts migratoires sans entrer toutefois dans le premier décile. Il se peut que leur absence biaise le calcul de concentration à la hausse, si l'on suppose que leur place dans le classement était comparable en 1985 à ce qu'elle est en 2003. En dépit de ces réserves, le fait majeur, en 2003 comme en 1985, est la forte concentration des flux de transferts migratoires.

3. La relative permanence du classement: les flux de transferts migratoires ont pour l'essentiel les mêmes destinations en 1985 et en 2003. Parmi les dix premiers pays destinataires en 1985, six sont encore parmi les dix premiers destinataires en 2003, et deux (la Jordanie et la Thaïlande) sont respectivement 12^e et 14^e.

Nous n'avons pas de point de comparaison pour la Yougoslavie, classée à la seconde place en 1985 et qui a éclaté en plusieurs Etats depuis. Enfin la Turquie fait figure d'exception dans notre tableau: elle passe de la 5^e place à la 27^e place de 1985 à 2003. Ce «recul» apparent est très probablement imputable à une erreur dans les données du Manuel de Statistiques de la CNUCED (2005): en effet en 2002 la Turquie recevait encore 1936 millions de dollars de transferts (Manuel de Statistiques de la CNUCED, 2005). Par ailleurs, selon İçduygu (2005) les transferts entrants pour la Turquie en 2003 seraient de l'ordre de 2000 millions de dollars, ce qui la placerait au 14^{ème} rang des pays récepteurs en 2003.

4. Des nouveaux venus dans le groupe des plus gros destinataires en 2003: le Bangladesh (passé de la 13^e place à la 8^e), la Chine (de 18^e à 10^e), la Colombie (de 26^e à 6^e) et le Brésil (de 36^e à 9^e).

¹⁰ Ainsi bien évidemment que tous les nouveaux Etats

anciennement inclus dans l'URSS.

Figure 3: Transferts en % du PIB dans le monde en développement en 2003



Source des données: *Manuel de Statistiques de la CNUCED*, 2005

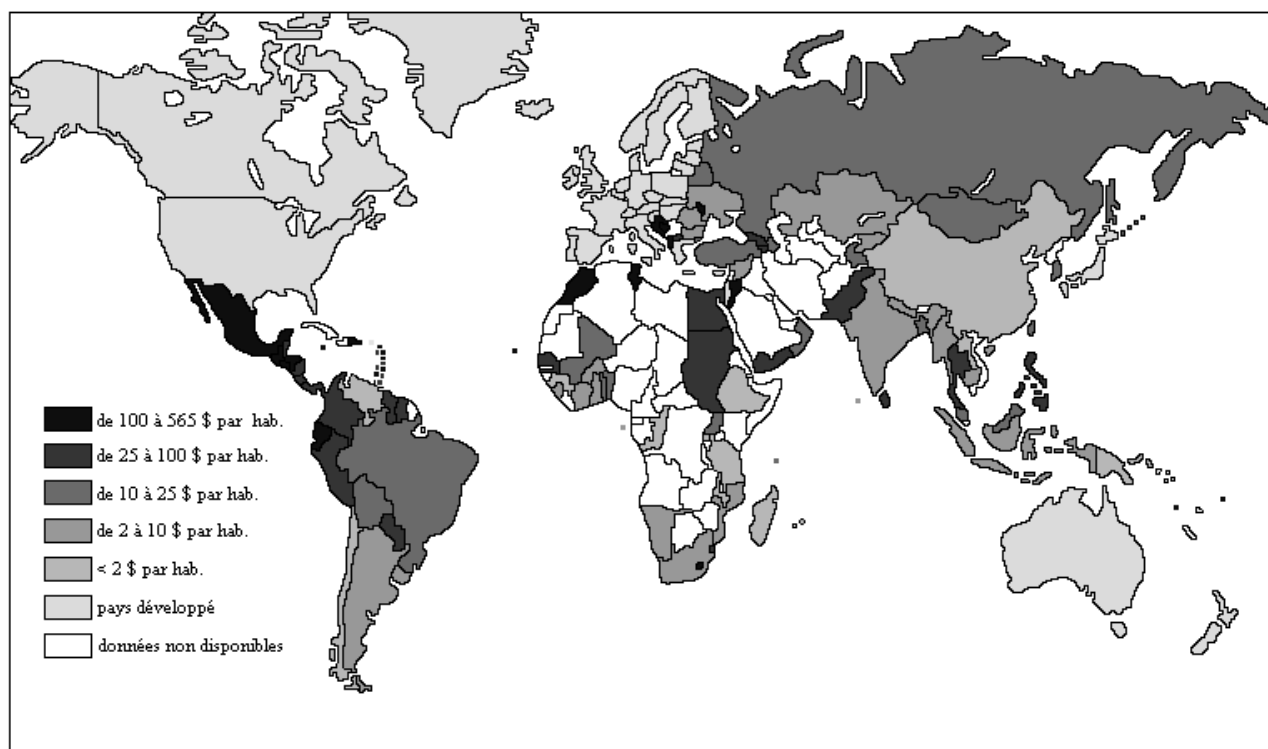
Trois cartes visualisent la répartition géographique des transferts: sur la carte 2 figurent le volume des transferts reçus (en millions de dollars); la carte 3 est construite à partir des transferts en % du PIB, la carte 4 à partir des transferts en US \$ par habitant. Les trois figures ne sont pas superposables: l'appréhension de l'importance des transferts est fonction de l'indicateur retenu pour les mesurer. Il est toutefois difficile de sélectionner «le meilleur indicateur», car celui-ci dépend de ce que l'on veut mesurer: l'indicateur de volume (millions de dollars) donne une idée de la destination des flux financiers (vision financière). Les transferts rapportés au PIB fournissent une image de la dépendance des économies à l'égard de cette source de revenu (vision «macroéconomique»). Enfin, l'indicateur des transferts en dollar par habitant, en normalisant par la population permet de relativiser l'importance des transferts pour un pays donné. Il est le préalable à une analyse plus fine (que nous ne mènerons pas ici) de la réponse à la pauvreté que constitue la «manne» des transferts pour les populations des pays d'origine des travailleurs. Cependant les écarts très profonds que l'on constate au tableau

5 en annexe entre les pays pour ce dernier indicateur conduisent à souligner trois facteurs qui jouent de manière divergente:

- Si les migrants touchent de faibles revenus parce qu'ils travaillent dans des pays où le niveau moyen de rémunération de la main-d'œuvre est faible (par exemple dans le secteur minier en Afrique du sud par rapport aux salaires versés en France dans le BTP), les transferts vont être plus faibles.
- Si le pays d'origine où arrivent ces transferts compte peu d'habitants, et que les travailleurs à l'étranger sont nombreux, les transferts par tête vont au contraire être très élevés.
- Enfin et comme on l'a évoqué plus haut, si les migrants ne peuvent rien dépenser dans certains pays (Golfe notamment), ils sont contraints à une épargne forcée et vont transférer plus d'argent.

La carte 2 illustre la destination des flux de transferts: on retrouve en gris foncé les principaux pays destinataires présentés dans le tableau 4, mais en élargissant le champ à tous les pays destinataires on remarque également la

Figure 4: Transferts en \$ US par habitant dans le monde en développement en 2003



Source des données: Manuel de Statistiques de la CNUCED, 2005

grande hétérogénéité des montants reçus. L'absence de statistiques pour la plupart des pays d'Afrique apparaît en creux sur cette carte.

La carte 3 met en évidence la dépendance des économies à l'égard de cette source de revenu que constituent les transferts migratoires entrants en les comparant à la richesse nationale (l'ensemble des revenus du pays). Il est toutefois ambigu de parler de dépendance, le terme étant connoté négativement, et ceci pour trois raisons: nous avons noté plus haut la stabilité constatée des flux de transferts des migrants, même s'il y a basculement dans le secteur informel. Ensuite, ce n'est pas le cas du flux des investissements directs étrangers, très sensibles aux aléas politiques. Enfin, il n'est pas nécessairement plus malsain pour une économie de dépendre pour son financement des transferts des migrants plutôt que de l'aide publique au développement par exemple. Une question qui se pose en revanche, c'est celle de la spécialisation de fait des économies nationales dans le « secteur d'activité » de la migration, lorsque le pays n'a pas d'autres sources de revenus que les transferts? Si oui, quelles sont les enjeux de la pérennisation d'une solution supposée transitoire

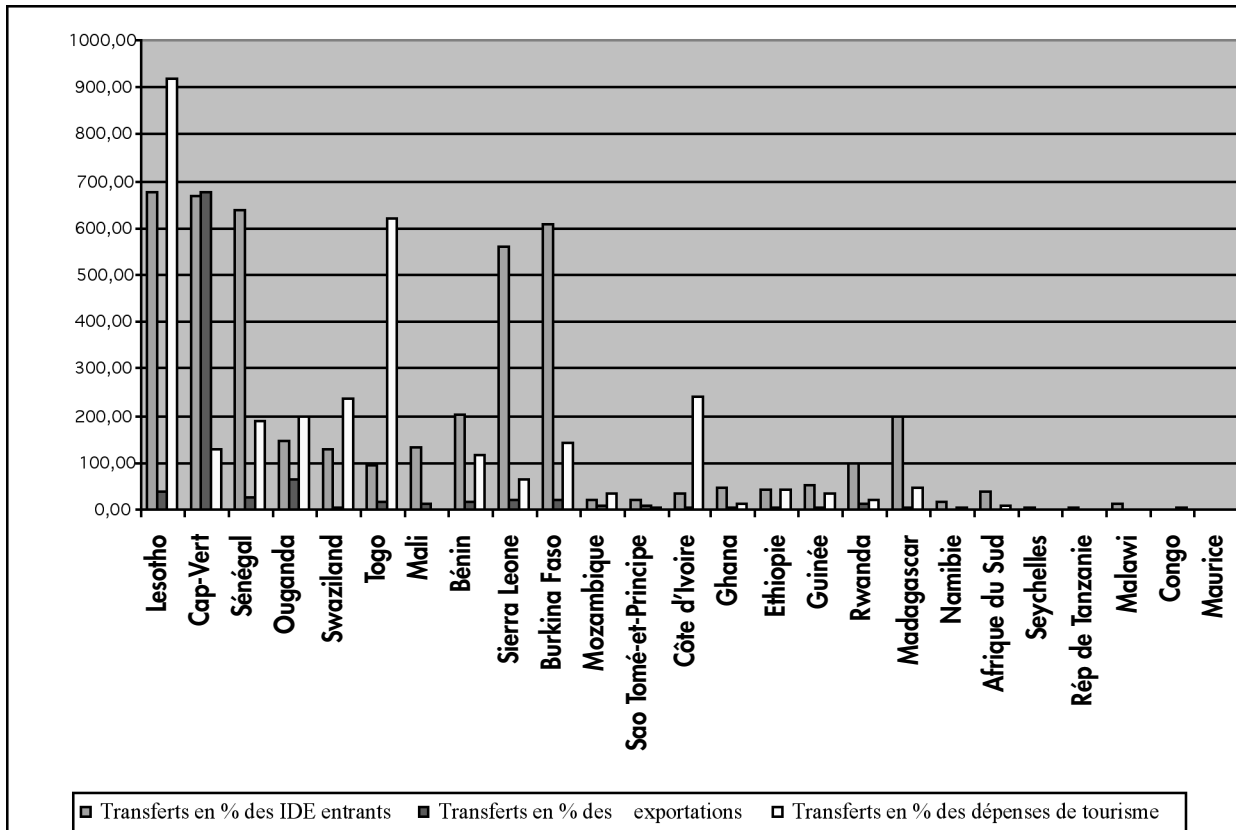
aux différentiels démographiques et de développement entre pays d'émigration et pays d'accueil?

La figure 4 met en évidence une caractéristique géographique de la répartition des transferts, celle de la logique des migrations frontalières. Les transferts par habitant sont les plus élevés en bordure des régions développées, au niveau de vie par conséquent élevé et demandeuses de main-d'œuvre. Le Mexique, les pays d'Amérique centrale et les Iles des Caraïbes bénéficient ainsi de leur proximité avec les Etats-Unis. Le Maroc, la Tunisie, l'Albanie ou les pays de l'ex-Yougoslavie bénéficient de leur position sur le pourtour de l'Union Européenne.

IV- Analyse par grande région

La comparaison des cartes 2, 3 et 4 révélait une grande hétérogénéité des situations relativement aux transferts migratoires au sein du monde en développement. De nouveaux indicateurs vont cette fois nous permettre de mettre en évidence de l'hétérogénéité *intra-régionale* des transferts. L'indicateur des transferts en % des revenus du

Figure 5: Afrique



Source des données: Manuel de Statistiques de la CNUCED, 2005.

Note: les pays sont rangés par transferts en % du PIB décroissants (variable qui n'apparaît pas dans l'histogramme). Par «dépenses de tourisme» on entend les dépenses effectuées par les touristes dans le pays en question.

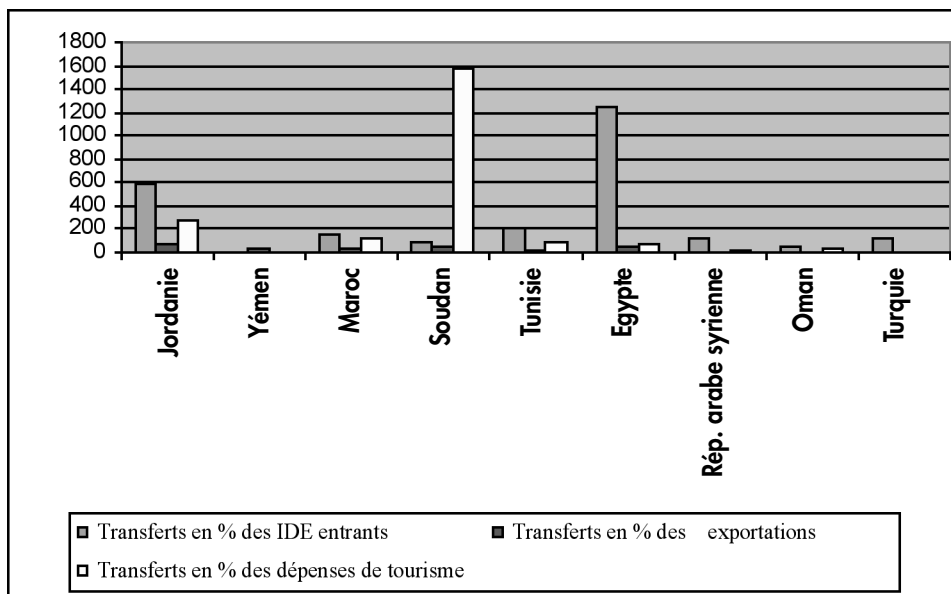
tourisme permet d'évaluer l'importance respective des deux principales sources de devises. Enfin les transferts en % des investissements directs étrangers (IDE) et les transferts en % des exportations donnent une mesure de la structure du financement des économies. Dans les limites de ce bref bilan, il est bien évidemment impossible de fournir pour chaque cas particulier que les indicateurs révéleront, une explication appropriée.

Dans cinq pays d'Afrique (Lesotho, Cap-Vert, Sénégal, Burkina Faso et Sierra Leone) les transferts sont cinq à sept fois plus élevés que les IDE (figure 5). L'émigration des adultes le plus souvent masculins caractérise ces pays fournisseurs de main-d'œuvre internationale, dont les transferts jouent en quelque sorte un rôle de substitut aux IDE manquants. Les valeurs très élevées de l'indicateur des transferts en % des

revenus du tourisme correspondent aux pays dans lesquels l'activité touristique est marginale, voire inexistante (Lesotho, Togo, et dans une moindre mesure Côte d'Ivoire). Enfin le Cap-Vert constitue un cas particulier, puisque les transferts y représentent près de sept fois ses exportations (J. Lourenço, C. Foy, 2003).

L'importance des transferts dans les économies d'Amérique latine (derrière celles d'Amérique centrale) est indéniable. Ainsi en Equateur les transferts sont la deuxième ressource financière du pays après le pétrole. Ils sont cinq fois supérieurs au crédit accordé par le FMI en 2001. Cependant d'autres pays, en particulier le Chili, dont le développement économique fondé sur les exportations s'est confirmé depuis deux décennies est très peu dépendant des transferts: ils ne représentent que 0,02% de son PIB en 2003, soit 0,79 \$ US par habitant.

Figure 6: Afrique du Nord et Moyen-Orient



Source des données: *Manuel de Statistiques de la CNUCED, 2005*

Notes: les pays sont rangés par transferts en % du PIB décroissants (variable qui n'apparaît pas dans l'histogramme). Par «dépenses de tourisme» on entend les dépenses effectuées par les touristes dans le pays en question. Pour des raisons de commodité graphique, on n'a pas fait figurer dans le graphique les transferts en % des dépenses de tourisme pour le Yémen, le tourisme n'y constituant pas une activité majeure. Les transferts des migrants au Yémen représentent près de 34 fois les revenus du tourisme.

Pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (figure 6), l'indicateur transferts en % du tourisme n'est pas approprié à toutes les situations: en particulier au Yémen, comme indiqué dans les notes du tableau, mais aussi au Soudan. Le pays le plus déficitaire en IDE relativement aux transferts dans la région est l'Egypte. Enfin il faut noter que bien qu'étudié ici dans le cadre des transferts entrants, Oman comme les autres pays producteurs de pétrole du Golfe, est un pays émetteur net de transferts. Les transferts entrants y ont donc une place marginale.

La plupart des pays de la CEI et d'Europe du Sud bénéficient de peu d'IDE et de recettes touristiques faibles. Aussi les transferts peuvent être 5 à 8 fois plus élevés (Moldavie, Albanie, Azerbaïdjan, etc.). En revanche dans les pays producteurs de pétrole (Kazakhstan par exemple) les transferts n'ont pas le même poids relatif, puisque la mise en valeur de l'or noir a impliqué des investissements lourds.

Le groupe de pays inclus dans la région «Asie et Océanie» (que nous avons construite en agrégeant les deux catégories Asie et Océanie employées par le Manuel de Statistiques de la CNUCED) pose un problème majeur d'hétérogénéité. Dans ce groupe se trouvent des pays aussi différents que le Bangladesh, pour lequel le PIB par habitant s'élève à un peu plus de 360\$ en 2002, et la Corée du Sud, qui est 30 fois plus riche avec un PIB par habitant se montant à 10000\$. Aussi, à la différence des autres histogrammes, celui-ci est construit sur une échelle logarithmique, ce qui en rend la lecture moins immédiate.

Les transferts sont particulièrement disproportionnés par rapport aux IDE au Bangladesh, avec un rapport de 55 à 1 en faveur des transferts. C'est aussi ce que l'on peut noter pour les Philippines ou l'Indonésie fournisseurs de main-d'œuvre aussi bien dans la région (Malaisie, Japon) que dans les économies pétrolières des pays du Golfe). Le déficit d'investissements privés dans ces pays est

particulièrement accusé si l'on compare ces pays à leurs «voisins» préférés des investisseurs, tels que la Corée ou Taïwan, dont le PIB par tête est par ailleurs bien supérieur, et que l'on ne s'étonne pas de trouver en queue d'échantillon (les pays sont classés en fonction décroissante de la part que représentent leurs transferts entrants dans le PIB).

V- CONCLUSION:

les limites à la connaissance des flux

Au terme de ce bref panorama sur les transferts migratoires, il faut d'abord rappeler que la question des transferts informels n'a pas été abordée. Mais on l'a dit, ce problème se pose surtout dans la perspective de la contribution des transferts au développement: comment en effet identifier la contribution des divers facteurs financiers qui contribuent à la spéculation immobilière, à l'amélioration des techniques agricoles, ou encore au développement des infrastructures communautaires si l'on ignore le poids respectif des transferts formels et informels? Il s'agissait simplement ici de comparer les flux de transferts officiels à deux autres postes de la balance des paiements.

Au delà de l'objectif d'homogénéisation des données, qui semble atteint de façon satisfaisante avec la diffusion et la mise en application des définitions du FMI, l'amélioration

de la qualité des données relatives aux transferts officiels devra passer dans un premier temps par l'augmentation et la rationalisation des moyens de collecte des données dans les pays en développement. Mais il faut bien noter qu'on touche là à la limite des méthodes statistiques: mieux cerner la nature et l'origine des flux impliquerait d'exiger plus d'informations des organismes producteurs de sources statistiques, c'est-à-dire en particulier des banques commerciales, exigence que celles-ci répercuteraient sur leur clients expéditeurs ou destinataires de fonds. Or une telle démarche risquerait d'accentuer la méfiance des populations à l'égard de pratiques perçues comme inquisitrices et d'inciter les expéditeurs à se tourner vers l'économie souterraine, substitut toujours à disposition. Rappelons en effet que les études convergent pour souligner la faible marge de manœuvre des Etats. Les mesures autoritaires de contrôle des changes (celles qui visent à défendre la monnaie nationale en la surévaluant de manière artificielle (CERED, 1996: 210, 253; Brown, 1994: 3), aboutissent quasi systématiquement à une explosion du marché noir, dans lequel les transferts des travailleurs, tout comme les autres capitaux, vont s'engouffrer.¹¹

En un mot, en dépit de ces réserves, ces données sont les seules dont on dispose pour avoir une vue d'ensemble des transferts officiels au niveau mondial.

¹¹ Trois exemples méritent d'être rappelés. En 1998, au Pakistan après l'essai nucléaire de mai 1998, le gouvernement introduisit un contrôle strict sur les comptes en devises. Tout retrait devait se faire en roupies au taux de 46 roupies pour 1 US\$ (contre 58 dans le système informel, dit *hawala*): les transferts mensuels officiels passèrent de 150 millions de \$ à 50 millions. Au Viêt-Nam, fin 1996, une taxe de 5 % sur les transferts se traduit par la diminution de 50 % des transferts (Buencamino et Gorbuvov, 2002:

9-10; voir aussi Phong (2000: 195-198), sur l'inefficacité des mesures prises dans la période précédant le Doi moi de 1986). L'exemple *a contrario* des Philippines est remarquable: la remise à la parité du cours officiel et du cours sur le marché noir, en 1995, s'est traduite immédiatement par un quadruplement des transferts officiels. (Pour une expérience malheureuse en sens inverse entre 1983 et 1986, voir Brown, 1994: 42)

BIBLIOGRAPHIE

- BENBOUZID M. (1999) Réseaux financiers et marchés parallèles de devises: les Algériens dans l'économie informelle, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 15, n° 2, pp. 123-139.
- BROWN, Richard P.C. (1994) *Consumption and investments from migrants' remittances in the South Pacific*, International Migration Papers, ILO, Genève.
- CHARBIT Yves (2006) Transferts, retours et développement. Données, concepts, problématiques, in Véronique Petit Ed., *Les migrations internationales de retour dans la perspective des pays du Sud*, Paris, CEPED, pp. 44-75.
- CHAREF Mohamed (2006) La rente financière marocaine: quelles stratégies pour quels enjeux?, in Véronique Petit Ed., *Les migrations internationales de retour dans la perspective des pays du Sud*, Paris, CEPED, pp. 76-104.
- CFSI (2003) *Migration et phénomènes migratoires*, Rapport, Paris.
- ELLERMAN D. (2003) Policy Research on Migration and Development, *World Bank Policy Research Working Paper 3117*, 64 p.
- HARRISON A. (2004) Working Abroad – the benefits flowing from nationals working in other economies, *Round Table on Sustainable Development*, Paris, OECD, 80 p.
- İÇDUYGU A. (2005) International Migrants Remittances in Turkey, CARIM, Istanbul, 16 p.
- LEBON André (1994) *Situation de l'immigration et présence étrangère en France 1993-1994*, Direction de la population et des migrations, Paris, 125 p.
- LOPEZ ESPINOSA M. Estudio sobre remesas de mexicanos en el exterior y su vinculacion con el desarrollo economico, social y cultural de sus comunidades de origen, *Estudios sobre Migraciones Internacionales*, 59, Programa de Migraciones Internacionales, ILO, Genève.
- LOURENÇO J., FOY C. (2003) *Cap-Vert: gouvernance et développement*, OCDE, Document de travail n° 225, 60 p.
- LUNA MARTINEZ, J. de (2005) Workers' Remittances to Developing Countries: A Survey with Central Banks on Selected Public Policy Issues, *World Bank Policy Research Working Paper 3638*, 43 p.
- MBOUP M. (2000) *Les Sénégalais d'Italie*, Paris, L'Harmattan.
- RATHA D., (2004) *Understanding the Importance of Remittances*, World Bank, 5 p.
- SAFIR N. (1996) La problématique migratoire internationale algérienne dans les années 90: vers de nouvelles perspectives, in *Migration internationale*, CERED, Maroc, pp. 193-211.
- SANDER C., Maimbo S.M. (2003) Migrant Labor Remittances in Africa: Reducing Obstacles to Developmental Contributions, *Africa Region Working Paper Series n° 64*, 65 p.
- SOLIMANO A. (2003) *Remittances by immigrant, Issues and Evidence*, UNU-WIDER, Discussion Paper n° 2003/89, 25 p.
- BANQUE MONDIALE International Technical Meeting on Measuring Migrant Remittances (January 24-25, 2005), <http://www.worldbank.org/data/remittances.html>
- NATIONS UNIES *Fourth Coordination Meeting on International Migration, New York, 26-27 October 2005*
<http://www.un.org/esa/population/publications/fourthcoord2005/fourthcoord2005.htm>
- CNUCED, *Manuel de Statistiques de la CNUCED*
<http://www.unctad.org/Templates/Page.asp?intItemID=1890&lang=1>
- OCDE (données sur les migrations)
http://www.oecd.org/document/36/0,2340,fr_2649_37415_29173973_1_1_1_37415,00.html

ANNEXE

Tableau annexe 5: Transferts reçus dans 103 pays en développement en 1985 et 2003

Pays d'origine des travailleurs	Transferts des travailleurs en millions de \$		Transferts des travailleurs en % du PIB		Transferts des travailleurs en \$ par habitant	
	2003	1985	2003	1985	2003	1985
1 Mexique	14 594,70	1 616,00	2,37	0,82	141,07	21,85
2 Inde (2002)	8 410,93	2 469,21	1,66	1,10	8,01	3,23
3 Philippines	7 880,00	806,00	9,80	2,62	98,50	14,74
4 Pakistan	3 964,00	2 537,09	5,18	7,82	25,81	26,76
5 Maroc	3 627,80	972,52	8,12	7,56	118,69	44,92
6 Colombie	3 075,85	110,00	3,99	0,27	69,55	3,47
7 Egypte	2 960,90	3 211,71	3,88	5,51	41,16	69,05
8 Bangladesh (2002)	2 858,06	502,47	5,51	2,29	19,87	5,13
9 Brésil	2 821,29	40,00	0,59	0,02	15,81	0,30
10 Chine (2002)	2 353,07	271,00	0,19	0,09	1,85	0,26
11 République dominicaine	2 325,40	242,00	11,04	4,49	265,91	37,95
12 Jordanie	2 201,13	1 022,18	22,31	19,97	402,19	386,60
13 El Salvador	2 122,40	157,16	14,15	2,74	325,75	32,95
14 Thaïlande	1 600,80	877,26	1,12	2,26	25,48	17,15
15 Guatemala (2002)	1 600,19	1,00	7,02	0,01	132,95	0,13
16 Equateur	1 545,46	<i>n.d.</i>	5,64	<i>n.d.</i>	118,86	<i>n.d.</i>
17 Fédération de Russie	1 453,00	-	0,34	-	10,14	-
18 Sri Lanka (2002)	1 309,08	291,65	7,97	4,99	69,23	18,42
19 Yémen	1 269,90	<i>n.d.</i>	13,11	<i>n.d.</i>	63,46	<i>n.d.</i>
20 Jamaïque (2002)	1 259,30	145,50	15,55	7,17	479,42	62,96
21 Indonésie (2002)	1 258,92	61,00	0,73	0,07	5,80	0,37
22 Tunisie	1 250,33	270,82	4,96	3,22	127,17	37,29
23 Soudan	1 223,60	260,81	7,93	3,53	36,41	<i>n.d.</i>
24 Bosnie-Herzégovine	1 178,46	-	17,55	-	283,18	-
25 Croatie	1 068,60	<i>n.d.</i>	3,77	<i>n.d.</i>	241,33	<i>n.d.</i>
26 Albanie	888,75	<i>n.d.</i>	14,65	<i>n.d.</i>	280,70	<i>n.d.</i>
27 Honduras	867,40	2,10	12,76	0,06	124,97	0,50
28 Pérou	860,00	<i>n.d.</i>	1,41	<i>n.d.</i>	31,66	<i>n.d.</i>
29 Turquie	729,00	1 714,00	0,30	2,55	10,22	34,07
30 Corée, République de (2002)	580,80	551,90	0,12	0,59	12,25	13,52
31 Moldova, République de	465,26	<i>n.d.</i>	23,77	<i>n.d.</i>	109,05	<i>n.d.</i>
32 Nicaragua	438,80	<i>n.d.</i>	10,70	<i>n.d.</i>	80,28	<i>n.d.</i>
33 Malaisie (2002)	435,00	<i>n.d.</i>	0,46	<i>n.d.</i>	18,15	<i>n.d.</i>
34 Ouganda (2002)	365,02	<i>n.d.</i>	6,06	<i>n.d.</i>	14,60	<i>n.d.</i>
35 Sénégal (2002)	344,50	79,42	6,84	3,08	34,96	12,46
36 Ukraine	330,00	<i>n.d.</i>	0,70	<i>n.d.</i>	6,80	<i>n.d.</i>
37 Costa Rica	320,88	7,20	1,84	0,14	76,90	2,73

Tableau annexe 5

Pays d'origine des travailleurs	Transferts des travailleurs en millions de \$		Transferts des travailleurs en % du PIB		Transferts des travailleurs en \$ par habitant	
	2003	1985	2003	1985	2003	1985
38 Afrique du Sud (2002)	288,40	38,71	0,27	0,07	6,44	1,24
39 Chine, Taiwan Prov de (2002)	273,00	<i>n.d.</i>	0,10	<i>n.d.</i>	12,11	<i>n.d.</i>
40 Argentine	252,85	27,00	0,19	0,03	6,58	0,89
41 Géorgie	245,74	<i>n.d.</i>	6,23	<i>n.d.</i>	47,94	<i>n.d.</i>
42 Paraguay	222,10	9,60	3,77	0,21	37,78	2,66
43 Lesotho (2002)	183,61	223,92	26,42	87,81	102,01	146,74
44 Azerbaïdjan	170,96	<i>n.d.</i>	2,40	<i>n.d.</i>	20,42	<i>n.d.</i>
45 Arménie	165,70	<i>n.d.</i>	5,98	<i>n.d.</i>	54,14	<i>n.d.</i>
46 Bélarus	161,70	<i>n.d.</i>	0,92	<i>n.d.</i>	16,34	<i>n.d.</i>
47 Kazakhstan	147,08	<i>n.d.</i>	0,53	<i>n.d.</i>	9,53	<i>n.d.</i>
48 Népal (2001)	146,99	<i>n.d.</i>	2,69	<i>n.d.</i>	6,11	<i>n.d.</i>
49 Tadjikistan	145,98	<i>n.d.</i>	9,39	<i>n.d.</i>	23,37	<i>n.d.</i>
50 Côte d'Ivoire	141,03	24,04	0,96	0,35	8,48	2,43
51 Mali (2002)	137,65	67,00	4,37	5,79	10,91	9,07
52 République arabe syrienne (2002)	135,00	349,60	0,51	2,38	7,77	33,63
53 Bolivie	126,00	6,00	1,63	0,09	14,30	1,02
54 Roumanie	124,00	<i>n.d.</i>	0,22	<i>n.d.</i>	5,55	<i>n.d.</i>
55 Cambodge (2002)	123,00	<i>n.d.</i>	3,34	<i>n.d.</i>	8,91	<i>n.d.</i>
56 Myanmar (2001)	117,28	<i>n.d.</i>	0,23	<i>n.d.</i>	2,43	<i>n.d.</i>
57 Barbade (2002)	109,15	8,15	4,24	0,68	405,13	32,21
58 Macédoine, LERY (2002)	105,90	<i>n.d.</i>	2,85	<i>n.d.</i>	51,77	<i>n.d.</i>
59 Cap-Vert	92,25	20,76	11,28	15,04	199,16	66,96
60 Panama	85,30	99,00	0,80	1,98	27,34	45,69
61 Bénin (2001)	83,60	40,29	3,53	3,85	13,09	9,96
62 Mozambique	69,48	40,80	1,66	0,67	3,68	3,01
63 Togo (2001)	68,50	15,41	5,15	2,05	14,62	5,09
64 Bulgarie	67,29	<i>n.d.</i>	0,34	<i>n.d.</i>	8,52	<i>n.d.</i>
65 Ghana	65,10	4,20	0,88	0,07	3,11	0,33
66 Swaziland (2002)	61,75	47,55	5,30	12,99	57,75	<i>n.d.</i>
67 Mongolie (2002)	56,31	<i>n.d.</i>	5,04	<i>n.d.</i>	22,00	<i>n.d.</i>
68 Vanuatu (2001)	52,70	8,74	24,63	7,40	261,13	<i>n.d.</i>
69 Tonga (2001)	52,53	21,87	40,72	36,45	517,11	<i>n.d.</i>
70 Guyana (2002)	51,00	<i>n.d.</i>	6,85	<i>n.d.</i>	66,78	<i>n.d.</i>
71 Burkina Faso (2001)	49,92	125,92	2,02	9,09	4,07	15,98
72 Kirghizistan (2002)	46,30	<i>n.d.</i>	2,88	<i>n.d.</i>	9,14	<i>n.d.</i>
73 Trinité-et-Tobago (2001)	40,90	3,31	0,45	0,05	31,61	2,81
74 Oman (2001)	39,01	43,43	0,20	0,42	14,52	<i>n.d.</i>
75 Ethiopie (2002)	32,99	14,20	0,55	<i>n.d.</i>	0,48	0,33
76 Uruguay	31,80	<i>n.d.</i>	0,28	<i>n.d.</i>	9,31	<i>n.d.</i>

Tableau annexe 5

Pays d'origine des travailleurs	Transferts des travailleurs en millions de \$		Transferts des travailleurs en % du PIB		Transferts des travailleurs en \$ par habitant	
	2003	1985	2003	1985	2003	1985
77 Suriname	23,50	4,50	2,41	0,46	53,96	<i>n.d.</i>
78 Grenade (2002)	22,84	<i>n.d.</i>	6,68	<i>n.d.</i>	283,82	<i>n.d.</i>
79 Sierra Leone (2002)	21,82	0,04	2,21	0,00	4,58	0,01
80 Venezuela	21,00	1,00	0,03	0,00	0,82	0,06
81 Belize (2002)	17,25	21,05	2,10	10,07	68,80	126,62
82 Madagascar (2002)	16,57	4,57	0,37	0,20	0,98	0,45
83 Guinée (2002)	15,18	<i>n.d.</i>	0,47	<i>n.d.</i>	1,82	<i>n.d.</i>
84 Namibie	12,66	<i>n.d.</i>	0,28	<i>n.d.</i>	6,37	<i>n.d.</i>
85 Chili	12,50	1,00	0,02	0,01	0,79	0,08
86 Antigua-et-Barbuda (2002)	11,13	<i>n.d.</i>	1,76	<i>n.d.</i>	153,08	<i>n.d.</i>
87 Rwanda (2002)	7,21	2,86	0,44	0,15	0,87	0,47
88 République-Unie de Tanzanie (2002)	6,80	<i>n.d.</i>	0,07	<i>n.d.</i>	0,19	<i>n.d.</i>
89 Anguilla (2002)	6,58	<i>n.d.</i>	5,93	<i>n.d.</i>	565,10	<i>n.d.</i>
90 Papouasie-Nouvelle-Guinée (2001)	5,92	5,61	0,20	0,23	1,09	1,63
91 Dominique (2001)	4,19	11,10	1,59	11,21	53,64	150,90
92 Sainte-Lucie (2002)	3,97	<i>n.d.</i>	0,59	<i>n.d.</i>	26,85	<i>n.d.</i>
93 Saint-Kitts-et-Nevis (2002)	3,66	1,06	1,02	<i>n.d.</i>	87,37	24,86
94 Saint-Vincent-et-les Grenadines (2002)	3,46	<i>n.d.</i>	0,96	<i>n.d.</i>	29,07	<i>n.d.</i>
95 Maldives (2002)	1,82	<i>n.d.</i>	0,29	<i>n.d.</i>	5,90	<i>n.d.</i>
96 Seychelles (2002)	1,64	<i>n.d.</i>	0,23	<i>n.d.</i>	20,41	<i>n.d.</i>
97 Congo (2002)	1,18	<i>n.d.</i>	0,04	<i>n.d.</i>	0,32	<i>n.d.</i>
98 Chine, Hong Kong RAS	1,03	<i>n.d.</i>	0,00	<i>n.d.</i>	0,15	<i>n.d.</i>
99 Malawi (2002)	0,84	<i>n.d.</i>	0,04	<i>n.d.</i>	0,07	<i>n.d.</i>
100 Rép. dém. populaire lao (2001)	0,69	3,50	0,04	0,23	0,13	<i>n.d.</i>
101 Sao Tomé-et-Principe (2002)	0,64	0,28	1,19	0,54	4,11	2,78
102 Maurice (2002)	0,63	<i>n.d.</i>	0,01	<i>n.d.</i>	0,52	<i>n.d.</i>
103 Montserrat (2002)	0,43	<i>n.d.</i>	1,13	<i>n.d.</i>	129,41	<i>n.d.</i>

Source des données: Manuel de Statistiques de la CNUCED, 2005

Tableau annexe 6: Afrique sub-saharienne. Transferts des travailleurs, PIB, exportations, revenus du tourisme et investissements directs étrangers

Pays	Transferts en millions de \$ US	Transferts en % du PIB	Transferts en % des exportations	Transferts en % des revenus du tourisme	Transferts en % des IDE entrants
Lesotho	*183,61	*26,42	*38,49	*918,04	*675,03
Cap-Vert	92,25	11,28	678,32	*128,91	667,89
Sénégal	*344,50	*6,84	*25,89	*190,33	*638,59
Ouganda	*365,02	*6,06	*64,91	*197,31	*146,40
Swaziland	*61,75	*5,30	*5,37	*237,48	*130,09
Togo	**68,50	**5,15	**16,06	**622,75	**96,75
Mali	*137,65	*4,37	*14,80	nd	*135,13
Bénin	**83,60	**3,53	**18,65	**114,52	**201,59
Sierra Leone	*21,82	*2,21	*23,65	*66,11	*559,37
Burkina Faso	**49,92	**2,02	**21,06	**142,62	**609,83
Mozambique	69,48	1,66	7,90	*36,50	20,64
Sao Tomé-et-Principe	*0,64	*1,19	*9,72	*6,45	*21,20
Côte d'Ivoire	141,03	0,96	2,41	*240,18	36,24
Ghana	65,10	0,88	3,09	*12,15	47,66
Ethiopie	*32,99	*0,55	*5,34	*42,84	*43,98
Guinée	*15,18	*0,47	*2,94	*35,31	*50,61
Rwanda	*7,21	*0,44	*13,10	*23,24	*97,50
Madagascar	*16,57	*0,37	*2,53	*46,04	*199,69
Namibie	12,66	0,28	1,04	*3,68	15,16
Afrique du Sud	*288,40	*0,27	*0,79	*10,57	*38,11
Seychelles	*1,64	*0,23	*0,59	*1,27	*3,41
République-Unie de Tanzanie	*6,80	*0,07	*0,56	*0,93	*2,83
Malawi	*0,84	*0,04	*0,17	*1,22	*14,30
Congo	*1,18	*0,04	*0,05	*4,71	*0,77
Maurice	*0,63	*0,01	*0,03	*0,10	*1,94

Notes: Données 2003, sauf: * Données 2002 ** Données 2001.

Source des données: *Manuel de Statistiques de la CNUCED, 2005*

Tableau annexe 7: Amérique latine. Transferts des travailleurs, PIB, exportations, revenus du tourisme et investissements directs étrangers

Pays	Transferts en millions de \$ US	Transferts en % du PIB	Transferts en % des exportations	Transferts en % des revenus du tourisme	Transferts en % des IDE entrants
Guyana	*51,00	*6,85	*8,04	*104,08	*116,97
Equateur	1545,46	5,64	25,59	380,66	99,41
Colombie	3075,85	3,99	24,27	*257,79	174,52
Paraguay	222,10	3,77	14,94	*325,00	271,29
Suriname	23,50	2,41	3,68	*503,33	-
Bolivie	126,00	1,63	8,01	73,26	78,65
Pérou	860,00	1,41	9,60	103,37	62,45
Brésil	2821,29	0,59	3,86	*78,49	27,81
Uruguay	31,80	0,28	1,45	10,00	12,09
Argentine	252,85	0,19	0,86	12,41	52,90
Venezuela	21,00	0,03	0,08	6,69	0,83
Chili	12,50	0,02	0,06	1,45	0,42

Notes: Données 2003 sauf: * Données 2002

Source des données: *Manuel de Statistiques de la CNUCED*, 2005

Tableau annexe 8: Amérique centrale et Caraïbes. Amérique latine. Transferts des travailleurs, PIB, exportations, revenus du tourisme et investissements directs étrangers

Pays	Transferts en millions de \$ US	Transferts en % du PIB	Transferts en % des exportations	Transferts en % des revenus du tourisme	Transferts en % des IDE entrants
Jamaïque	*1259,30	*15,55	*90,07	*104,16	*263,01
El Salvador	2122,40	14,15	169,12	*571,26	1356,17
Honduras	867,40	12,76	65,10	*209,97	438,08
République dominicaine	2325,40	11,04	223,45	74,77	750,37
Nicaragua	438,80	10,70	64,88	288,68	217,98
Guatemala	*1600,19	*7,02	*64,29	*261,47	*1452,08
Grenade	*22,84	*6,68	*115,61	*25,10	*39,65
Anguilla	*6,58	*5,93	nd	*11,96	*18,01
Barbade	*109,15	*4,24	*51,99	*16,84	*627,30
Mexique	14594,70	2,37	8,82	154,33	135,34
Belize	*17,25	*2,10	*8,43	*12,97	*69,54
Costa Rica	320,88	1,84	5,26	*23,25	54,67
Antigua-et-Barbuda	*11,13	*1,76	*55,63	*4,06	*23,32
Dominique	**4,19	**1,59	**10,02	**9,11	**35,24
Montserrat	*0,43	*1,13	*21,48	*4,77	*20,53
Saint-Kitts-et-Nevis	*3,66	*1,02	*8,12	*6,53	*4,47
Saint-Vincent-et-les Grenadines	*3,46	*0,96	*9,08	*4,17	*10,66
Panama	85,30	0,80	9,87	10,60	10,78
Sainte-Lucie	*3,97	*0,59	*10,81	*1,89	*12,66
Trinité-et-Tobago	**40,90	**0,45	**1,05	**20,35	**4,90

Notes: Données 2003 sauf: * Données 2002 ** Données 2001

Source des données: *Manuel de Statistiques de la CNUCED*, 2005

Tableau 9: Afrique du Nord et Moyen-Orient. Amérique latine. Transferts des travailleurs, PIB, exportations, revenus du tourisme et investissements directs étrangers

Pays	Transferts en millions de \$ US	Transferts en % du PIB	Transferts en % des exportations	Transferts en % des revenus du tourisme	Transferts en % des IDE entrants
Jordanie	2201,13	22,31	65,28	270,08	581,39
Yémen	1269,90	13,11	33,14	*3405,26	-
Maroc	3627,80	8,12	39,95	127,47	159,17
Soudan	1223,60	7,93	44,09	*1576,92	90,69
Tunisie	1250,33	4,96	15,58	84,77	214,13
Egypte	2960,90	3,88	55,27	64,59	1247,22
République arabe syrienne	*135,00	*0,51	*2,40	*9,48	*117,39
Turquie	729,00	0,30	1,57	5,52	126,78
Oman	**39,01	**0,20	**0,35	**26,90	**46,87

Notes: Données 2003 sauf: * Données 2002 **Données 2001

Source des données: *Manuel de Statistiques de la CNUCED, 2005*

Tableau 10: CEI et Europe du Sud. Transferts des travailleurs, PIB, exportations, revenus du tourisme et investissements directs étrangers

Pays	Transferts en millions de \$ US	Transferts en % du PIB	Transferts en % des exportations	Transferts en % des revenus du tourisme	Transferts en % des IDE entrants
Moldova, République de	465,56	23,77	53,17	802,17	796,00
Bosnie-Herzégovine	1178,46	17,55	102,47	503,61	309,38
Albanie	888,75	14,65	196,37	*150,63	492,65
Tadjikistan	145,98	9,39	17,54	*3928,14	461,22
Géorgie	245,74	6,23	54,98	*50,36	72,78
Arménie	165,70	5,98	24,44	80,44	106,63
Croatie	1068,60	3,77	17,34	16,76	62,38
Kirghizistan	*46,30	*2,88	nd	*128,62	nd
Macédoine, LERY	*105,90	*2,85		*271,55	
Azerbaïdjan	170,96	2,40	6,60	*356,29	5,20
Bélarus	161,70	0,92	1,62	*72,69	94,84
Ukraine	330,00	0,70	1,43	*6,99	23,17
Kazakhstan	147,08	0,53	1,14	26,08	7,11
Fédération de Russie	1453,00	0,34	1,08	32,27	127,01
Bulgarie	67,29	0,34	0,89	4,15	4,74
Roumanie	124,00	0,22	0,70	*23,37	7,92

Notes: Données 2003 sauf: * Données 2002

Source des données: *Manuel de Statistiques de la CNUCED*, 2005

Tableau 11: Asie et Océanie. Transferts des travailleurs, PIB, exportations, revenus du tourisme et investissements directs étrangers

Pays	Transferts en millions de \$ US	Transferts en % du PIB	Transferts en % des exportations	Transferts en % des revenus du tourisme	Transferts en % des IDE entrants
Tonga	**52,53	**40,72	nd	**750,47	nd
Vanuatu	**52,70	**24,63	nd	**114,57	nd
Philippines	7880,00	9,80	21,59	517,40	2470,22
Sri Lanka	**1309,08	**7,97	*25,54	*517,42	*664,51
Bangladesh	*2858,06	*5,51	*40,88	*5014,14	*5460,56
Pakistan	3964,00	5,18	33,23	2914,71	282,07
Mongolie	*56,31	*5,04	*10,64	*33,72	*72,38
Cambodge	*123,00	*3,34	*5,84	*32,45	*84,78
Népal	**146,99	**2,69	**25,90	**104,99	**704,96
Inde	*8410,93	*1,66	*15,02	*287,75	*243,87
Thaïlande	1600,80	1,12	1,99	20,47	88,83
Indonésie	*1258,92	*0,73	*2,01	*29,24	*868,22
Malaisie	*435,00	*0,46	*0,44	*6,41	*13,58
Maldives	*1,82	*0,29	*1,62	*0,57	*15,53
Myanmar	**117,28	**0,23	**3,85	**260,63	**61,08
Papouasie-Nouvelle-Guinée	**5,92	**0,20	nd	**5,87	nd
Chine	*2353,07	*0,19	*0,54	*11,54	*4,46
Corée, République de	*580,80	*0,12	*0,30	*9,81	*19,75
Chine, Taiwan Province de	*273,00	*0,10	*0,19	*5,96	*18,89
Rép. dém. populaire lao	**0,69	**0,04	**0,23	**0,66	**2,89
Chine, Hong Kong RAS	1,03	0,00	0,00	nd	0,01

Notes: Données 2003, sauf: * Données 2002 ** Données 2001

Source des données: *Manuel de Statistiques de la CNUCED, 2005*

